

Sport Sans Abus annonce de nouveaux collaborateurs à l'occasion de son ouverture officielle

MONTRÉAL, QC (le 20 juin 2022) - Pour lancer sa première phase d'activité aujourd'hui, le nouveau mécanisme indépendant pour un sport sécuritaire au Canada devient *Sport Sans Abus*, dévoile de nouveaux sites Internet et accueille un groupe exceptionnel de collaborateurs.

Sous son nouveau nom, *Sport Sans Abus* fait office de plaque tournante nationale pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport.

Le site Internet renouvelé de <u>Sport Sans Abus</u> fournit des informations à tous les Canadiens sur les ressources et les outils disponibles pour prévenir la maltraitance dans le sport, y compris plus de détails sur son programme d'accréditation de la formation sur le sport sécuritaire et son programme de subvention de recherche sur le sport sécuritaire. Il présente également les principaux éléments du processus de gestion des plaintes afin de mieux faire comprendre les services disponibles aux personnes concernées. Les ressources disponibles s'étofferont au cours des prochains mois, à mesure que d'autres initiatives de prévention, d'éducation et de sensibilisation seront mises en œuvre.

En tant que pilier central du *Sport Sans Abus*, le <u>Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport</u> lance aujourd'hui sa première phase d'opérations.

Le Bureau est chargé d'administrer les plaintes relatives aux violations du <u>Code de conduite</u> <u>universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport</u> (CCUMS) alléguées contre des participants désignés des Signataires du programme et de lancer des évaluations du milieu sportif portant sur les problèmes systémiques en lien avec le CCUMS.

Le Bureau propose également des services de soutien, tels que l'aide juridique et l'orientation vers des services en santé mentale, qui font partie d'un système solide, tenant compte des traumatismes, dans lequel toutes les personnes concernées sont traitées avec équité et compassion

« Les choses ont évolué très rapidement depuis que je suis entrée en fonction au début du mois de mai, a déclaré Sarah-Eve Pelletier, Commissaire à l'intégrité dans le sport au Canada. Nos efforts visent à créer un système qui gagnera la confiance des athlètes et de la communauté sportive dans son ensemble. Le système sportif a besoin d'un virage et de normes plus élevées, et le BCIS est l'un des accélérateurs, a expliqué Mme Pelletier. Volleyball Canada et Weightlifting Canada Haltérophilie sont les premiers signataires et nous travaillons activement avec plusieurs autres organismes de sport financés par le gouvernement fédéral qui en sont à l'étape presque



finale de leur transition. Au cours des prochains jours, semaines et mois, nous avons hâte d'accueillir de nouveaux signataires du programme afin que de plus en plus de personnes puissent avoir accès à nos services indépendants. »

La fonction d'enquête du Bureau et l'équipe d'enquêteurs indépendants seront dirigées par **Sarah Atkinson**, avocate, médiatrice et enquêtrice neutre ayant des décennies d'expérience en matière de droits de la personne et d'autres enjeux liés au harcèlement en milieu de travail. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit de l'*Osgoode Hall Law School* et est membre de la section canadienne de l'*Association of Workplace Investigators*. Mme Atkinson, qui parle français et anglais, a traité d'une grande variété de questions concernant divers motifs protégés fondés sur la race, le sexe et l'âge, ainsi que l'intersection de ces motifs et autres.

Le Bureau de Mme Pelletier fera également des recommandations sur les sanctions à imposer en cas de violation du CCUMS au Directeur des sanctions et résultats, une fonction indépendante du Bureau. La nouvelle Directrice des sanctions et résultats est **Dasha Peregoudova**, ancienne membre de l'équipe nationale de taekwondo et maintenant associée au cabinet d'avocats Aird and Berlis à Toronto. Elle a déjà siégé à titre de présidente d'AthlètesCAN, de membre de la Commission juridique des sports panaméricains et de membre du conseil d'administration du Centre de règlement des différends sportifs du Canada. Elle était aussi l'ombudsman de l'équipe canadienne lors des Jeux panaméricains de Lima 2019 et des Jeux olympiques de Tokyo 2020

Mme Peregoudova a été embauchée par le nouveau Conseil des sanctions en matière de maltraitance dans le sport, une instance indépendante qui supervise les activités du Directeur des sanctions et résultats. Le Conseil est redevable envers la communauté sportive canadienne des questions de discipline et de sanctions en cas de maltraitance dans le sport, ainsi que de la formulation de recommandations en matière de ressources pour le programme *Sport Sans Abus*.

Le Conseil est présidé par Dean Howie, doyen des services étudiants au Collège Champlain Saint Lambert, avec plus de 30 ans d'expérience dans le domaine des affaires étudiantes et des sports collégiaux, ayant siégé à de nombreux conseils d'administration bénévoles et ayant été entraîneur au niveau universitaire, collégial, national, provincial et de clubs. Les autres membres du Conseil sont : Emily Cameron-Blake, rameuses canadienne à la retraite et candidate au doctorat sur le devoir de diligence dans le sport d'élite, chercheuse en politique à l'université d'Oxford, conseillère en politique sportive à titre de directrice du sport et de la santé chez Blake Evans & Co au Royaume-Uni, et directrice chez Atlas SportsTech; Katherine Haber, également une ancienne membre de l'équipe nationale d'aviron ayant de l'expérience dans les questions d'équité des genres et de sécurité dans le sport, militante pour le sport sécuritaire, bénévole communautaire pour diverses causes et occupant actuellement un poste de facilitatrice d'emploi au Camosun College; John Martelli, un avocat spécialisé en droit du travail qui s'est lancé, en 2020, en pratique privée en tant que médiateur-arbitre, menant maintenant des enquêtes en milieu de travail à titre de tierce partie neutre, et siégeant en tant que vice-président à la Commission des relations de travail de l'Ontario; et Katharine White (Cornish), ancienne nageuse artistique, entraîneure et membre d'Équipe Ontario, fonctionnaire fédérale, diplômée en droit de



l'Université d'Ottawa, ex-diplomate ayant travaillé sur la réponse du Gouvernement du Canada à l'exploitation et aux abus sexuels dans le secteur de l'aide humanitaire.

« Le lancement officiel de *Sport Sans Abus* marque une étape importante pour le sport sécuritaire au Canada, a déclaré Marie-Claude Asselin, chef de la direction du Centre de règlement des différends sportifs du Canada (CRDSC), récemment mandaté par le Gouvernement du Canada pour concevoir et mettre en œuvre un programme indépendant pour le sport sécuritaire. Cela représente des milliers d'heures d'efforts de la part de nombreux individus, organismes et experts. Je suis très reconnaissante de la collaboration authentique perceptible dans la communauté sportive au cours des derniers mois, et je suis fière de voir tant de personnes extraordinaires se joindre à ce mouvement, toutes engagées dans un changement fondamental de la culture du sport au Canada. »

- 30 -

À propos de Sport Sans Abus

Sport Sans Abus est un programme indépendant qui fait partie d'un mouvement national en plein essor visant à éliminer du sport canadien toute forme de harcèlement, de discrimination et d'abus. Il vise à prévenir la maltraitance à tous les niveaux du sport au Canada par l'éducation, la formation et la recherche. Il se penchera également sur les signalements de violations du Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport (CCUMS) au niveau national.

À propos du CRDSC

Le CRDSC est une société sans but lucratif créée par une loi du gouvernement fédéral et financée par le Gouvernement du Canada. Le CRDSC a pour mission de fournir à la communauté sportive un service national de règlement extrajudiciaire des différends et de renforcer la culture d'équité dans le sport canadien en réglant les différends avec célérité et efficacité et en fournissant une expertise et une assistance en la matière.

Pour les demandes de médias :

Liddia Touch Kol

media@abuse-free-sport.ca

Une séance d'information technique sera tenue à l'intention des médias, à titre d'information seulement et non à des fins d'attribution, le mercredi 22 juin 2022 à 11 h (HAE) par vidéoconférence. Les représentants des médias intéressés peuvent demander une invitation en faisant parvenir un courriel à media@abuse-free-sport.ca.